

*Initiatives ministérielles*

dans quelques minutes, le Parlement s'ajournera pour un bon bout de temps, sans même avoir traité un des problèmes les plus importants pour ma circonscription de Glengarry—Prescott—Russell.

Monsieur le Président, le 13 juillet 1990, par voie de communiqué de presse, j'informais le gouvernement d'en face du chômage dans notre circonscription et dans toute la région de l'Est ontarien et je faisais appel, à ce moment-là, au gouvernement d'en face pour qu'il s'occupe de ce dossier qui, selon moi, allait empirer.

Alors, avec mes collègues, les députés de Stormont—Dundas et de Renfrew—Nipissing—Pembroke, on a démontré à ce moment-là que l'est de l'Ontario avait perdu près de 3 000 emplois.

Je dois vous dire, monsieur le Président, qu'à ce moment-là, on ne s'attendait certainement pas que la situation était pour devenir aussi grave qu'elle l'est aujourd'hui, même si elle était déjà grave à ce moment-là.

En 1990 justement, à l'été 1990, mes collègues ainsi que moi-même avons démontré au gouvernement que par exemple à Hawkesbury, on avait perdu 85 emplois avec la fermeture de Canadelle Inc., la compagnie *Wonderbra* si vous voulez; 78 avec la fermeture de Laser International; 23 avec une mise à pied à Mercedes Textile; 38 chez Sun Wheel; 20 à Rail Car à Alexandria; 75 à Fenêtres Tradition; 100 personnes qui avaient perdu leur emploi dans le domaine de la chaussure et 30 personnes chez Alexandria Moulding. La même chose se répétait dans la région de Cornwall, si bien représentée par mon collègue de Stormont—Dundas, qui eux avaient perdu au-delà de 1 000 emplois. Et dans la région de Renfrew, représentée par le député de Renfrew—Nipissing—Pembroke, là on avait perdu quelque 1 600 emplois.

En tout et partout donc, 3 127 emplois qu'on a pu trouver, qu'on a pu dénicher et maintenant ces *jobs*—là étaient perdus pour les électeurs de notre région. Mais, monsieur le Président, le tout allait de mal en pis. À ce moment-là, on a demandé au gouvernement d'intervenir. On a demandé au gouvernement de venir en aide aux gens de l'est de l'Ontario qui avaient besoin de travail.

Bien, monsieur le Président, à ce moment-là, on a vu que le gouvernement ne s'est pas occupé du dossier, tellement que le ministre des Approvisionnements et Services, responsable pour le dossier politique pour l'est de l'Ontario, ridiculisait le fait que nous nous plaignions du manque d'emploi dans notre région. Mais, monsieur le Président, même les propres électeurs du ministre responsable pour l'est de l'Ontario ont été fâchés de ses actions.

*[Traduction]*

J'ai ici un article publié le 19 juillet 1989 dans le journal *The Ottawa Citizen*. Un conseiller municipal de la circonscription de Lanark—Carleton, qui est représentée à la Chambre par le ministre des Approvisionnements et Services, nous signalait que les problèmes soulevés par les députés de l'opposition étaient effectivement importants.

J'aimerais vous citer un extrait de l'article:

Les propos de Dick ont suscité l'inquiétude du conseiller Dennis Staples, qui a dit que le conseil devrait communiquer avec le député afin de le rencontrer et de lui faire part des préoccupations «très concrètes» de la municipalité.

La situation économique de Smiths Falls n'est pas ce qu'on pourrait appeler «idéale», de dire Staples.

Face à l'apathie du gouvernement dans ce secteur, mes collègues et moi avons pris une deuxième initiative afin de convaincre le gouvernement de la nécessité d'accorder une aide. Nous avons demandé aux municipalités si elles étaient d'accord avec nous pour dire que l'économie de l'est de l'Ontario avait besoin d'un coup de pouce. Le canton de Pakenham a adopté une motion afin de demander l'aide du gouvernement fédéral, tout comme les municipalités de Lavant, Dalhousie et Sherbrooke—Nord, de Grattan et de Head, Clara et Maria, la corporation du village de Chalk River, la ville de Gananoque, le village de Merrickville, les villes de Prescott et de Brockville, l'union des comtés de Stormont, Dundas et Glengarry, le village de Chesterville, la municipalité de Roxborough, la ville de Cornwall, le comité de développement économique du canton de Prescott—Russell, la ville d'Alexandria, le canton de Hawkesbury—Ouest, la corporation du village d'Alfred, les corporations des municipalités de Lancaster et de Kenyon, les villages de Maxville et de Lancaster, la corporation de la ville de Hawkesbury, le canton de Plantagenet—Sud, le canton de Longueuil,

• (1330)

*[Français]*

Et, monsieur le Président, je pourrais en énumérer encore pour plusieurs minutes. Toutes ces municipalités—là ont demandé l'aide du gouvernement d'en face pour l'économie de l'est de l'Ontario.

Monsieur le Président, la circonscription que je représente n'est qu'à quelques kilomètres du Parlement et souvent, j'ai l'impression que l'ombre de la Tour de la Paix cache les problèmes de ma circonscription, bien que je tente de lever parfois le nuage qui s'y trouve ou de faire disparaître cette ombre.

Mais, monsieur le Président, à 50 milles d'ici, à Hawkesbury, dans ma circonscription, le taux de chômage à l'heure actuelle est de 16,6 p. 100.